

Généralions Futures  
179 rue La Fayette  
75010 Paris  
plaidoyer@generations-futures.fr  
01 45 79 07 59

Michel Barnier  
Hôtel de Matignon  
57 rue de Varenne  
750007 Paris

à Paris, le 23 septembre 2024

*Objet : Faire de la protection de l'environnement et la santé du Vivant l'une des priorités de votre gouvernement*

Monsieur le Premier ministre,

**Généralions Futures** est une association de loi 1901, agréée par le ministère de la Transition écologique et **reconnue d'intérêt général**. Fondée en 1996, elle a pour objectifs de dénoncer les effets néfastes des polluants chimiques et de promouvoir leurs alternatives.

Nous tenions à vous féliciter pour votre nomination en tant que Premier ministre et **nous espérons que vous utiliserez votre mandat afin de faire de la protection de l'environnement et de la santé du vivant l'une de vos priorités.**

Sa relégation au second plan conduit trop souvent à des successions de stratégies et plans non contraignants (Ecophyto, stratégie nationale perturbateurs endocriniens, plan national santé-environnement, plan micropolluants, plan d'actions interministériel sur les PFAS, etc.) mobilisant de nombreux acteurs et d'importants moyens financiers mais sans jamais atteindre les objectifs qu'ils se fixent.

Pourtant, la connaissance sur les déterminants environnementaux de la santé se précise, notamment sur les risques de pathologies liés à l'exposition à de nombreux polluants chimiques dont certains pesticides,<sup>1</sup> perturbateurs endocriniens<sup>2</sup> et autres PFAS : cancers, troubles métaboliques, neurologiques, du système reproductif, infertilité, malformations congénitales, diabète de type 2, etc.

Vous le savez, l'inaction politique a un coût aux montants importants. Les coûts annuels relatifs à la santé et liés à l'exposition aux perturbateurs endocriniens peuvent être estimés à **163 milliards d'euros** pour l'UE.<sup>3</sup> Les externalités négatives des pesticides et des PFAS sont quant à elles évaluées pour la France au minimum à **372 millions d'euros**<sup>4</sup> et à **2,274 milliards d'euros**.<sup>5</sup>

---

1 INSERM, Expertises Collectives, Pesticides et santé – Nouvelles données, 2021

2 Santé publique France, Que sait-on des effets des perturbateurs endocriniens sur la santé ? , 28 mai 2019

3 Trasande L, Zoeller RT, Hass U, Kortenkamp A, Grandjean P, Myers JP, DiGangi J, Hunt PM, Rudel R, Sathyanarayana S, Bellanger M, Hauser R, Legler J, Skakkebaek NE, Heindel JJ. Burden of disease and costs of exposure to endocrine disrupting chemicals in the European Union: an updated analysis. *Andrology*. 2016 Jul;4(4):565-72. doi: 10.1111/andr.12178. Epub 2016 Mar 22. PMID: 27003928; PMCID: PMC5244983.

4 Alliot C, Mc Adams-Marin D, Borniotto D and Baret PV (2022) The social costs of pesticide use in France. *Front. Sustain. Food Syst.* 6:1027583. doi: 10.3389/fsufs.2022.1027583

5 Greta Goldenman, Meena Fernandes, Michael Holland, Tugce Tugran, Amanda Nordin, Cindy Schoumacher and Alicia McNeill , The cost of inaction. A socioeconomic analysis of environmental and health impacts linked to exposure to PFAS, 2019, <https://norden.diva-portal.org/smash/record.jsf?pid=diva2%3A1295959&dswid=8456>

Plusieurs rapports des services d'inspections générales (IGEDD, IGAS, CGAAER), de commissions ou de missions parlementaires n'ont eu de cesse de rappeler ces dernières années les défaillances de la gouvernance de la santé environnementale. De nature profondément interministérielle, la santé environnementale doit faire l'objet d'un portage politique de haut-niveau.

Nous pensons que **c'est donc logiquement à vous, Monsieur le Premier ministre, de prendre la santé environnementale à bras le corps et d'impulser une véritable dynamique politique de changement.**

**La protection de l'environnement et la prévention primaire en matière de santé font trop souvent l'objet d'attaques et de reculs.** Le plan Ecophyto, dont vous avez été un acteur de premier plan, a été affaibli sous le mandat de votre prédécesseur en raison des pressions exercées par des représentants d'intérêts privés. Ces derniers prennent également pour cible des établissements publics tels que l'Office Français de la Biodiversité (OFB) ou l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSES) qui sont pourtant les garants du bon fonctionnement de notre démocratie dans ces domaines.

**La triple crise planétaire** - changement climatique, effondrement de la biodiversité et omniprésence des polluants - **doit être pensée de manière systémique.** Ces trois facettes doivent être adressées de concert et non pas l'une au détriment des deux autres. De même pour les droits humains tels que les droits à l'information, à la participation et d'accès à la justice en matière d'environnement, ces derniers ne peuvent être méprisés sous couvert d'accélération ou de simplification de la transition écologique.

**Monsieur le Premier ministre,** nous attendons de vous un véritable engagement politique se traduisant par une révision de la gouvernance, des moyens humains et financiers conséquents et une objectivité imperméable aux lobbies afin d'assurer une effectivité des politiques publiques en matière de santé environnementale. **L'objectif final étant : zéro exposition du vivant et des milieux à des polluants chimiques dangereux.**

**Nous ne manquerons pas de vous demander le plus haut niveau d'ambition et de protection** pour l'environnement et la santé des Françaises et des Français.

Restant à votre disposition pour évoquer plus en détails ces sujets majeurs, veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, nos salutations distinguées.

Maria Pelletier,  
Présidente de Générations Futures

